

Brochure n° 3038

Convention collective nationale

IDCC : 2064. – **LABORATOIRES CINÉMATOGRAPHIQUES
ET SOUS-TITRAGE**
(4^e édition. – Mars 2005)

Brochure n° 3048

Conventions collectives nationales

**PRODUCTION
CINÉMATOGRAPHIQUE**
IDCC : 435. – **Acteurs**
IDCC : 389. – **Artistes musiciens**
IDCC : 294. – **Ouvriers indépendants de studios**
IDCC : 14. – **Techniciens**
(6^e édition. – Octobre 2002)

Brochure n° 3219

Conventions collectives

**SOCIÉTÉS DE DOUBLAGE ET DE POSTSYNCHRONISATION
DES ŒUVRES AUDIOVISUELLES**
IDCC : 10. – **Techniciens**
IDCC : 1799. – **Artistes-interprètes**
(2^e édition. – Octobre 1989)

Arrêté du 23 mars 2006 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel

NOR : SOCT0610696A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national professionnel du 11 mars 2005, relatif à la période de professionnalisation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 août 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 16 mars 2006,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son propre champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel du 11 mars 2005, relatif à la période de professionnalisation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel, à l'exclusion :

- de la deuxième phrase du deuxième paragraphe (« Dans ces conditions, l'entreprise peut [...] sur le cumul emploi retraite ») de l'article 6 (Tutorat), et du troisième paragraphe (« Dans les mêmes conditions [...] à 5 emplois équivalents plein temps ») de l'article 6, comme étant contraires aux dispositions du premier alinéa de l'article D. 981-8 du code du travail ;
- des termes « y compris quand il s'agit de bénévoles » figurant à l'avant-dernier paragraphe de l'article 6, comme étant contraires aux dispositions du premier alinéa de l'article D. 981-8 du code du travail.

Les termes « pour toutes les catégories de salariés » figurant au premier paragraphe de l'article 1^{er} (Champ d'application) sont étendus sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 982-1 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mars 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
des relations du travail :
L'administratrice civile,
A. BREAUD

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/20, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.